



**CLASSEMENT SANS SUITE D'UNE DEUXIÈME
PLAINTE LE VISANT**

Brahim Ghali innocenté par la justice espagnole

P 3

PARTENARIAT
ÉNERGÉTIQUE SUD-NORD

**Le « Protocole
d'Alger » acte
la coopération**

P 4

Le Courrier

L'INFORMATION AU QUOTIDIEN d'Algérie

Quotidien national d'information - Prix Algérie 10 DA - France 1 Euro

Mercredi 23 novembre 2022 - www.lecourrier-dalgerie.com - N°5697 - 19^e année

**ASSEMBLÉE
POPULAIRE
NATIONALE**



Ph : Mourad Sid

**Le PLF-2023
approuvé à
la majorité**

P 3

**DÉFIS SÉCURITAIRES
DANS LA RÉGION**



**Pourparlers
entre l'Algérie
et le Soudan**

P 5

**PROMOTION AUX GRADES
DANS LE SECTEUR
DE L'ÉDUCATION**

**Coup d'envoi
de l'opération
via concours**

P 3

**HIPPODROME
BAZER SAKHRA - EL EULMA,
CET APRÈS-MIDI À 15H30**



LES COURSES EN DIRECT

**Hanine
El Madi,
vers la passe
de trois**

P 14

**ELLE SOUTIENT LE PLAN ONUSIEN
POUR LE RÈGLEMENT DU CONFLIT
AU SAHARA OCCIDENTAL**

Washington creuse le fossé avec Rabat

L'administration Biden et sans le crier sur les toits est en train de revenir sur des positions prises par l'équipe du président sortant.

► **ALGÉRIE - ÉTATS-UNIS**

**L'économie et la sécurité, pierre
angulaire de la coopération**

LIRE EN PAGE 2



Ph : DR

EN RIPOSTE À UNE DÉCISION DE PARIS

Le Mali interdit les ONG liées à la France

P 16

L'ADMINISTRATION BIDEN SOUTIENT LE PLAN ONUSIEN POUR LE RÈGLEMENT DU CONFLIT DU SAHARA OCCIDENTAL

Encore un camouflet pour le Maroc

Rabat est en train d'apprendre à ses dépens qu'elle ne peut pas monnayer indéfiniment le soutien à sa politique expansionniste et de colonisation du Sahara occidental. Les signes annonciateurs d'une nouvelle gifle qui viendrait s'abattre sur la joue du Makhzen viendrait probablement des USA.



La nouvelle administration de la maison blanche et sans le crier sur les toits est en train de revenir sur des positions prises par l'équipe du président sortant Donald Trump. Ce dernier avait conditionné son soutien au plan marocain de large autonomie des territoires du Sahara occidental contre la normalisation des relations de

Rabat avec l'entité sioniste et la signature des accords Abraham qui ont, pratiquement, mis le Maroc sous tutelle israélienne.

Depuis l'élection de Joe Biden, les déclarations des nouveaux responsables américains laissent deviner un revirement de la position de Washington dans le conflit du Sahara occidental. Ce lundi, l'ambassadrice des Etats-Unis à Alger Elizabeth Moore Aubin, a déclaré que son

pays, partage avec l'Algérie le même point de vue concernant le problème du Sahara occidental et soutiennent les efforts de Staffan de Mistura, l'envoyé spécial du secrétaire général de l'Onu pour un règlement politique juste du conflit entre le Maroc et le Front Polisario. Cette déclaration est venue conforter les propos du secrétaire d'Etat américain Antony Blinken, qui avait affirmé que son gouverne-

ment soutient les efforts de l'envoyé spécial du secrétaire général de l'ONU au Sahara occidental. Ce sont autant de coups portés aux certitudes de Rabat qui avait, depuis le soutien de Donald Trump à son plan de règlement, poussé ses provocations à leur paroxysme jusqu'à parvenir à violer l'accord de cessez-le-feu en novembre 2020 après l'agression d'El-Guerguerat dans la zone tampon entre les territoires occupés et la Mauritanie.

Cette nouvelle attitude des autorités américaines a été également exprimée par le secrétaire d'Etat américain adjoint chargé des affaires du Moyen orient Joey Hood, qui a annoncé récemment que son pays soutient les efforts visant à parvenir à un règlement politique juste du problème du Sahara occidental, précisant que l'Algérie et son pays soutiennent ce processus mis en œuvre par la communauté internationale.

Cette nouvelle orientation de la vision américaine sur le conflit au Sahara occidental va refroidir les ardeurs du Makhzen et du palais royal qui ont toujours

affirmé que leur diplomatie étrangère est bâtie sur le soutien de leurs partenaires à la thèse de la marocanité du Sahara occidental.

IRONT-ILS JUSQU'À LA RUPTURE AVEC WASHINGTON ?

Ils n'oseront pas car, depuis la normalisation de leur relations diplomatiques avec l'entité sioniste, ils ont perdu même la liberté de prendre des décisions politiques ou défendre des choix tant ils ont mis entre parenthèses leur souveraineté. Le soutien des USA au plan de paix pour le Sahara occidental est une victoire politique pour le peuple sahraoui. Il pourrait changer les rapports de force dans le Conseil de sécurité et conduire à une relance de la mission de De Mistura et du plan onusien pour le règlement du problème de décolonisation du Sahara occidental avec, pour cette fois peut être, des résolutions contraignantes qui pousseraient le Maroc à se soumettre à la volonté de la communauté internationale.

Slimane B.

DOSSIERS ÉCONOMIQUE ET SÉCURITAIRE

Pierre angulaire de la coopération algéro-américaine

À force de suivre les interventions de l'ambassadrice des États-Unis en Algérie, Elizabeth Moore Aubin, il est aisé de comprendre que les relations bilatérales, dans divers domaines, entre l'Algérie et les États-Unis d'Amérique sont toutes sauf banales.

Encore une fois, la représentante américaine en Algérie est revenue, lundi, via une conférence de presse tenue au siège de l'ambassade des États-Unis, sur les relations entre Alger et Washington pour réaffirmer, justement, la « solidité » de ces liens et, surtout, de reconformer le rapprochement des visions entre les deux pays sur nombre de questions régionales et internationales, outre la coopération économique.

« Notre coopération sécuritaire et notre guerre commune contre le terrorisme sont la pierre angulaire de nos relations bilatérales, ainsi les deux pays œuvrent à la consécration de la stabilité et à la réalisation de la prospérité en Afrique du Nord et dans la région du Sahel », a indiqué la représentante américaine à Alger, affirmant que le domaine de la coopération sécuritaire, les efforts communs de lutte contre le terrorisme et le partenariat économique figurent parmi les axes les plus importants des relations entre les deux pays.

Elle a rappelé, dans ce sens, l'existence "d'un dialogue stratégique et de pourparlers directs entre l'Algérie et les États-Unis concernant l'Afrique et la région du Sahel", soulignant que les deux pays "sont concernés par la lutte contre le fléau du terrorisme et de l'extrémisme dans la région, et les deux œuvrent au déploiement d'efforts pour parvenir à la création d'une stabilité économique afin que ces peuples vivent en paix et se débarrassent du phénomène de l'extrémisme".

S'agissant de la coopération dans le domaine économique, l'ambassadrice US a mis l'accent sur la nécessité de continuer à développer le "partenariat fort" entre les deux pays.

UN CLIMAT DES AFFAIRES « ATTRACTIF » POUR LES AMÉRICAINS

Elle a fait savoir, dans ce même ordre d'idées, qu'une "centaine d'entreprises américaines actives en Algérie", outre d'importants investissements dans plusieurs secteurs, assurant que la nouvelle loi sur les investissements promulguée par l'Algérie "offre toutes les conditions que les entreprises américaines recherchent, y compris un environnement économique sûr et stable et la suppression des obstacles qui entravent les exportations".

DE LA LIBRE-CIRCULATION DES PERSONNES

Dans le même contexte, elle a indiqué que le projet de ligne aérienne reliant Alger et New York, qui "est actuellement au stade de discussions entre les deux parties, est à même de renforcer les liens économiques entre les deux pays".

Elizabeth Moore Aubin, s'est dite, par ailleurs ébahie, par les sites touristiques qu'elle a visités en Algérie, ajoutant que le nombre de touristes américains serait important si un vol direct était ouvert entre les deux pays.

Pour ce qui est de la culture, Mme Moore Aubin a réitéré le soutien de son pays aux efforts de l'Algérie pour élargir le champ d'utilisation de la langue anglaise, ajoutant que le nombre des centres culturels américains en Algérie sera porté à cinq centres après l'obtention par l'ambassade américaine de l'approbation d'ouvrir un autre centre dans la wilaya de Bechar. Le nombre de visas délivrés par les États Unis au profit des Algériens a augmenté en 2022 de 10 % par rapport à 2019, a fait savoir l'ambassadrice.

LE SOMMET ARABE, UNE « GRANDE » RÉUSSITE

La diplomate américaine a évoqué, également, les événements chapeautés par la diplomatie algérienne ; et soldés par des succès éclatants, salués,

d'ailleurs, par plusieurs pays et organisations régionales internationales à travers le monde. C'est ainsi que l'ambassadrice américaine a salué la grande réussite du Sommet arabe abrité par l'Algérie début novembre, auquel elle a pris part pour la première fois en tant qu'observateur et où elle a eu des entretiens avec différentes parties arabes et responsables algériens. Elle a aussi félicité l'Algérie pour "ses efforts et son action visant à unifier les factions palestiniennes", en référence à "la Déclaration d'Alger" signée entre les factions palestiniennes, après un déchirement de plusieurs années, tout en mettant en avant "le rôle pivot" de l'Algérie dans l'instauration de la sécurité et de la stabilité dans la région.

MME MOORE AUBIN PERSISTE ET SIGNE

Ce n'est pas la première fois que l'ancienne directrice exécutive du Bureau des affaires de l'hémisphère occidental entre 2014 à 2016, aborde la question bilatérale entre les USA et l'Algérie. Pas loin que fin octobre dernier, elle est revenue sur cette question, dans un entretien paru, sur le site électronique algérien « Inter-lignes », pour rappeler, à qui veut l'entendre, que les relations entre les deux pays se portent bien, au moment où des voix s'élevaient à la mi-septembre portées par le sénateur américain Marco Rubio, chef de file des républicains au Congrès, appelant le département

d'État à punir l'Algérie coupable, selon lui, de se faire acheter des armes auprès de la Russie, alors que cette dernière est sous sanctions en raison de la guerre contre l'Ukraine.

Ce qui est aux yeux de la diplomatie américaine un non-événement puisque la diplomate US, s'est focalisée, tout au long de son intervention, sur l'essentiel au lieu de l'accessoire, préférant, plutôt, évoquer une relation commerciale « solide » et « dynamique » avec le partenaire de l'Afrique du nord. « Je ne peux pas répondre à une question hypothétique », s'est-elle contentée de répondre pour ce qui s'apparente plutôt à une tempête dans un verre d'eau. « Nous avons diversifié notre présence dans les TIC, l'agriculture, l'aviation, la santé, les produits pharmaceutiques », a-t-elle déclaré pour souligner l'importance des relations entre les deux pays.

Pays stratégique, richesse en ressources naturelles, avec une diplomatie active et compétente, des atouts qui font de l'Algérie un pays incontournable pour les pays étrangers. L'Algérie qui a également vécu les affres du terrorisme s'est largement engagée dans la lutte contre ce phénomène auquel les Américains ont également goûté depuis les attentats du 11 septembre 2001. Mais pour les Américains, l'Algérie reste aussi l'un des premiers pays à avoir reconnu l'indépendance des USA.

Brahim Oubellil

GOUVERNEMENT

L'ambassadrice US chez Benabderrahmane

Le Premier ministre, Aïmène Benabderrahmane, a reçu hier à Alger, l'ambassadrice des États-Unis d'Amérique en Algérie, Mme Elizabeth Moore Aubin, a indiqué un communiqué des services du Premier ministre. La rencontre, qui s'est tenue au Palais du gouvernement, a constitué l'occasion de "saluer la profondeur des relations qui lient les deux pays, d'examiner les moyens de renforcer la coopération bilatérale dans divers domaines, ainsi que l'échange de vues autour des questions inscrites à l'ordre du jour du Sommet États-Unis-Afrique, prévu à Washington en décembre prochain", précise la même source.

R. N.

ASSEMBLÉE POPULAIRE NATIONALE

Le PLF-2023 approuvé à la majorité

Les députés de l'Assemblée populaire nationale ont adopté hier le projet de Loi de finances pour l'exercice 2023 (PLF 2023), lors d'une plénière présidée par Brahim Boughali, en présence de membres du gouvernement.



Ph : Mourad Sid

Fin de suspense ! Après le coup d'envoi du marathon budgétaire de l'année 2023, les quelques députés de l'opposition parlementaire ont été largement battus par leurs pairs de la majorité. Malgré un léger vent d'incertitude et certains gestes d'agacement, ça et là, le gouvernement a pu finalement faire adopter son texte. Pour rappel, dimanche dernier, les députés avaient finalisé le débat autour des 46 amendements proposés au nouveau texte de loi dégagé par le gouvernement, avant d'écouter les réponses du ministre des Finances, Djamel Kassali, à leurs préoccupations. Notons à cet égard, que

« Sur les 46 projets d'amendement proposés, 32 ont été retenus par le bureau et seulement 11 ont été maintenus après examen de la commission », comme l'a souligné hier l'ex-président à l'APN, Allel Bouteldja, sur les ondes de la Radio nationale Chaîne 3. Ce dernier a affirmé, entre autres, que « le PLF 2023 a donné une priorité absolue à la préservation du pouvoir d'achat des citoyens ». Il est utile de souligner également que parmi les amendements rejetés, toujours selon Bouteldja, celui relatif à l'importation de véhicules d'occasion de moins de cinq ans. « Il a été rejeté et par le bureau et par la commission, vu qu'il aura un impact

sur les recettes du dédouanement et du fisc », précise-t-il. Parmi les amendements retenus, l'intervenant cite l'autorisation d'importer un matériel agricole de sept ans au lieu de 5 ans « afin d'offrir aux agriculteurs l'opportunité d'acquies ces équipements » et l'augmentation des avantages fiscaux appliqués sur l'importation des véhicules hybrides. « On est allé jusqu'à 80% d'exonération sur les véhicules essence et électrique à 1800 cm3 et 50% pour les autres véhicules ».

Ainsi, et conscients de l'engagement de l'Etat à poursuivre la préservation des acquis sociaux, l'encouragement de l'investissement, l'as-

souplissement de la fiscalité, l'amélioration de la qualité du service public et la maîtrise de l'inflation, les sénateurs n'ont pas caché hier leur contentement vis-à-vis du rapport complémentaire du PLF 2023.

En marge de cette séance, Boughali a salué le sens élevé de responsabilité et le dialogue constructif ayant marqué les interventions des parlementaires, durant les débats qui ont couronné depuis mardi dernier ce texte de loi, qu'il a qualifié de crucial pour l'avenir de la Nation, en vue d'une nouvelle dynamique à l'économie nationale et à la consolidation de la politique sociale de l'Etat.

Hamid Si Ahmed

DÉPÊCHÉS SUR LE TERRAIN DANS LES WILAYAS DU SUD

Les députés s'enquêtent des préoccupations des agriculteurs

Les membres de la Commission de l'agriculture, de la pêche et de la protection de l'environnement de l'Assemblée populaire nationale ont présenté, lundi, un exposé sur les missions d'information, menées par la commission du 16 au 23 octobre derniers en marge d'une rencontre avec le président de l'APN, Brahim Boughali. Dans un communiqué de la chambre basse du parlement, on apprend que le travail d'information dans plusieurs wilayas du Sud a été présenté sous forme d'exposé sur les infrastructures et les exploitations agricoles visitées, ainsi que les problèmes constatés sur le terrain et ceux soulevés par les agriculteurs lors de leur rencontre avec les membres de ces missions. La rencontre s'est déroulée en présence des vice-présidents et des présidents des commissions de l'APN. Boughali a estimé nécessaire de descendre sur le terrain, d'accompagner et fournir aide et assistance à l'agriculteur, et d'œuvrer à trouver des solutions concrètes aux problèmes soulevés. Suggérant dans le même cadre d'élaborer des plans principaux de production agricole qui tiennent compte de la spécificité des conditions climatiques et naturelles de chaque région, notamment pour les wilayas agricoles par excellence, le président de l'APN a souligné par ailleurs la nécessité de rationaliser l'utilisation des eaux souterraines et d'exploiter de façon optimale les terres agri-

coles, en recourant à un matériel moderne, mettant en avant à ce propos l'importance de réaliser des laboratoires de contrôle de qualité et de veiller au respect des normes internationales en matière de production agricole. Rappelons que la commission de l'agriculture avait dépêché trois groupes d'information dans les wilayas d'Adrar, Timimoun, El Menia, Biskra, El Oued, Ghar-

daïa, Touggourt et Ouargla, à l'effet de s'enquérir de la situation du secteur agricole dans ces wilayas et de constater les problèmes et les contraintes entravant la réalisation des objectifs escomptés dans le cadre du programme du président de la République visant à assurer la sécurité alimentaire nationale.

M. Seghilani

CLASSEMENT SANS SUITE D'UNE DEUXIÈME PLAINTE LE VISANT Brahim Ghali innocenté par la justice espagnole

Le Makhzen et ses relais ont beau tenté d'impliquer le leader et chef de file de la lutte pour l'autodétermination du peuple sahraoui, dans une affaire de torture montée de toutes pièces, la justice espagnole vient de les débouter, encore une fois, déclarant par la même l'innocence de Brahim Ghali. En effet, le haut tribunal madrilène de l'Audience nationale en Espagne a classé, hier, une deuxième plainte pour "tortures" visant le président de la République arabe sahraouie démocratique et chef du Front Polisario, Brahim Ghali, rapporte l'APS, citant un communiqué de la juridiction relayé par des médias ibériques "Le juge en charge de l'affaire au sein du haut tribunal madrilène de l'Audience nationale a décidé de classer la plainte visant Brahim Ghali et d'autres personnes pour tortures", a indiqué le haut tribunal dans un communiqué. "Il n'existe aucun indice raisonnable pouvant établir que Brahim Ghali ait ordonné directement ou indirectement de porter atteinte à l'intégrité du plaignant, le dénommé, Fadel Breika, car il n'y a pas de témoignage direct ou d'autres preuves le confirmant", a ajouté le tribunal. Accueilli en Espagne en avril 2021, le président Ghali avait été auditionné par la justice dans le cadre de deux plaintes: celle de Fadel Breika, désormais classée, et une autre pour "génocide" qui avait été classée en octobre 2021. A l'issue de son audition, Brahim Ghali a pu quitter librement l'Espagne.

F. G.

RÉVISION DU STATUT PARTICULIER DU PERSONNEL DE LA SANTÉ Le projet est au stade final

A en croire le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi, l'élaboration du statut particulier des personnels du secteur est actuellement à son stade final, assurant que les revendications des personnels et des syndicats ont été débattues dans un cadre de concertation, de manière à permettre la prise en charge de l'ensemble des préoccupations des travailleurs. Le ministre de la Santé qui était lundi dernier en visite d'inspection des établissements du secteur à Boumerdès a estimé que la feuille de route élaborée, en s'appuyant sur le dialogue avec les syndicats et les personnels de la santé, est le cadre idéal pour la prise en charge de toutes les revendications des employés du secteur, quel que soit leur grade, car, a-t-il soutenu, le dialogue est l'outil principal de la résolution de tous les problèmes. Il est bon de rappeler, dans ce contexte, qu'une attention particulière a été accordée par le président de la République au corps des paramédicaux. Tebboune a, en effet, appelé le gouvernement à s'atteler à l'augmentation des salaires du personnel paramédical, et d'entrer en contact avec leurs représentants pour réviser leur statut. À noter, par ailleurs, que le ministère de la Santé a entamé la numérisation du secteur, dont notamment les établissements hospitaliers, avec une gestion numérique des personnels et des malades, a souligné, Saihi toujours depuis Boumerdès. Il a cité, à titre d'exemple, la numérisation de tous les établissements hospitaliers de la wilaya de Blida, au moment où l'opération se poursuit en vue de sa généralisation à la totalité des structures du secteur de la santé au niveau national. L'objectif principal de cette opération est de réduire la pression sur les hôpitaux afin de permettre aux médecins ou aux services des urgences de faire le tri en fonction de la gravité des cas admis, dans le but de faciliter leur prise en charge, et permettre au praticien de mieux suivre ses patients, a expliqué le ministre de la Santé. Il s'agit également d'éviter au malade de porter son volumineux dossier médical (en papier) à chaque fois qu'il se rend à l'hôpital, ou à chaque changement de résidence ou de wilaya, a-t-il ajouté.

Ania Nch

PROMOTION AUX GRADES DANS LE SECTEUR DE L'ÉDUCATION Coup d'envoi de l'opération via concours

Le ministère de l'Éducation nationale a annoncé hier le lancement de l'opération de promotion aux grades à travers un concours professionnel pour 33 489 postes budgétaires. Dans un communiqué rendu public, le MEN a précisé que 25 792 postes sont destinés aux enseignants principaux titularisés et 7 697 postes budgétaires pour les adjoints principaux de l'éducation et les adjoints principaux des services éducatifs.

L'opération concerne les catégories ayant prouvé 5 ans d'expérience jusqu'à la date de la tenue de l'examen professionnel pour la promotion au grade d'enseignant principal enseignant formateur, superviseur de l'éducation et intégrant adjoint.

Ania Nch

PARTENARIAT ÉNERGÉTIQUE MÉDITERRANO-MAGHRÉBIN

Le « Protocole d'Alger » acte la coopération Sud-Nord

Lors de la Conférence organisée par le groupe Sonelgaz, Société nationale de l'électricité et du gaz, sous le thème: "L'interconnexion électrique dans le bassin méditerranéen, un facteur d'intégration régionale et catalyseur de la transition énergétique", tenue, hier, à Alger, le président directeur général du groupe Sonelgaz, Mourad Adjal, a déclaré que l'Algérie sera un pays producteur d'énergie solaire par excellence d'ici 2035.



visent à protéger le climat en termes de réduction des émissions de carbone, qui menace la Terre, en s'orientant vers des énergies propres.»

DES CORRIDORS POUR UNE INTÉGRATION RÉGIONALE

Présent également à cette rencontre, le ministre de l'Énergie, Mohamed Arkab, a indiqué, pour sa part, que le développement des liaisons environnementales avec l'Europe du Sud s'inscrit dans le cadre de l'intégration des deux rives de la Méditerranée à travers la mise en place de corridors d'Ouest en Est, précisant que le projet d'interconnexion électrique directe entre l'Algérie et l'Europe est un enjeu stratégique et une priorité pour l'Algérie, afin de renforcer les échanges électriques entre les deux rives. Le ministre a souligné que l'Algérie est aujourd'hui un fournisseur sûr et fiable de gaz, ce qui lui permet, avec ses capacités éprouvées, d'être demain un fournisseur fiable d'électricité à haut rendement. L'Algérie dispose d'une capacité de production d'électricité de plus de 25.000 mégawatts, avec un besoin moyen de 12.000 mégawatts, et un pic de pas plus de 17.000 mégawatts, ce qui lui permet d'offrir une capacité journalière de 10.000 mégawatts sur le marché régional. Et avec la réali-

sation de l'ambitieux programme de développement des énergies renouvelables, cette capacité pourra être augmentée de 15.000 mégawatts d'électricité propre. Dans la même optique, Arkab précise que l'Algérie a également identifié, à travers le plan d'action du gouvernement, les axes de développement d'une économie forte sur des bases durables. Elle prend en compte toutes ses potentialités, notamment dans le domaine de l'énergie et des mines, pour créer de nouvelles opportunités économiques créatrices de richesses et d'emplois. Le tout se fait par la mise en œuvre de la politique de développement du secteur de l'énergie qui vise à assurer la sécurité énergétique du pays comme une priorité absolue. Présentes également à cet événement, quatre associations énergétiques méditerranéennes et maghrébines, desquelles le groupe Sonelgaz est membre, ont signé à l'occasion un "Protocole d'Alger" visant le renforcement de la coopération et de l'intégration énergétique régionale. Les signataires de ce Protocole sont : le Comité maghrébin de l'électricité (COMALEC), l'Observatoire méditerranéen de l'énergie (OME), l'Association des gestionnaires des réseaux de transport de l'électricité méditerranéenne (Med-TSO) et l'Association méditerranéenne des agences nationales de maîtrise de l'énergie (MEDENER).

néens (Med-TSO) et l'Association méditerranéenne des agences nationales de maîtrise de l'énergie (MEDENER).

SONELGAZ RENFORCE SA POSITION À L'EXTÉRIEUR

À ce propos le P-dg de Sonelgaz a indiqué que la « Société cherche à créer une nouvelle forme de partenariat entre ces associations, dans le but de travailler ensemble et d'avancer dans le sens du développement du secteur de l'énergie électrique au service de l'intérêt commun du bassin méditerranéen », affirmant que cette conférence est une nouvelle étape pour renforcer la coopération entre les spécialistes et les revendeurs dans le domaine des systèmes électriques entre les deux rives de la Méditerranée pour répondre aux défis régionaux et internationaux. Étaient présents le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad, le ministre de l'Industrie Ahmed Zeghdar, le ministre de l'Environnement et des Énergies renouvelables, Samia Moualifi, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, le PDG de Sonelgaz, Mourad Adjal ainsi que les secrétaires généraux des organismes régionaux de coopération énergétique, signataires du Protocole d'Alger. Le Protocole d'Alger a été signé par le secrétaire général de Med-TSO, Angelo Ferrante, le SG de COMALEC Khaled Nouasri, la SG de l'OME, Nour Elhouda Allal, et la SG de MEDENER, Roberta Boniotti. Membre fondateur du COMALEC, de Med-TSO et de l'OME, l'entreprise nationale Sonelgaz assure la présidence des deux premières organisations et la co-présidence de la troisième.

B. O.

2^E ÉDITION DE LA RENCONTRE DE LA CAPC 400 participants au rendez-vous, dimanche prochain

La Confédération algérienne du patronat citoyen organise, dimanche prochain à l'hôtel Aurassi, Alger, la 2^e édition de : La Rencontre de la CAPC « L'économie algérienne : Un Nouvel Élan » et la cérémonie de remise du « Prix Réda Hamiani de la Presse économique ». Concernant la Rencontre de la CAPC, qui est le rendez-vous économique annuel, c'est un espace de réflexions et d'échanges qui regroupe plus de 400 participants, ouvert aux institutionnels, aux opérateurs économiques, aux experts, et aux médias. Une occasion pour débattre des enjeux qui engagent l'avenir de notre pays autour de conférences et de tables rondes animées par des économistes, des chefs d'entreprises, des universitaires... Cependant, selon un communiqué de la CAPC « le Prix Réda Hamiani de la Presse économique : Un évènement qui se déroulera en soirée et sera une occasion pour notre organisation de récompenser les journalistes de la presse écrite, presse électronique, radiophonique et télévisuelle pour leurs articles, enquêtes, émissions et reportages ». À travers cette initiative, la CAPC souhaite contribuer à vulgariser le débat économique dans les médias nationaux de tous supports confondus et encourager les meilleurs travaux journalistiques qui traitent des questions et problématiques clés en relation avec le thème : «La Souveraineté économique, les trois défis : Sécurité alimentaire, Sécurité numérique et Sécurité énergétique : Enjeux, potentialités et réalisations».

Sarah O.

POUR QUE LA RECHERCHE SERT L'ÉCONOMIE Le CNESE et le CNRST coopèrent désormais

Le Conseil national économique, social et environnemental (CNESE) a signé, hier, une convention de coopération avec le Conseil national de la recherche scientifique et des technologies (CNRST) visant à la coopération entre les deux organismes, notamment dans la préparation d'études conjointes et l'échange d'informations dans le domaine de spécialité du Conseil. Cette convention a été signée en marge de la troisième session ordinaire de l'Assemblée générale du CNESE, par son président, Sidi Mohamed Bouchnak Khelladi et le président du Conseil national de la recherche scientifique et des technologies, Mohamed Taher Abadli. Cet accord visera, également, à l'échange d'expériences et d'informations entre les deux conseils sur tout ce qui touche aux questions économiques et sociales, dans le cadre de mettre la recherche scientifique au service d'un développement global.

S. O.

SALON DE LA PRODUCTION ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

Coup d'envoi de la 2^e édition à Tlemcen

Le coup d'envoi de la 2^e édition du Salon régional ouest de la production et de la promotion des exportations a été donné, hier, au centre des expositions de Kouadia (Carex) par le wali de Tlemcen et le directeur général de la régulation et des activités au ministère du Commerce et de la Promotion des exportations. Cette manifestation économique qui vise à booster les exportations des produits locaux a enregistré la participation de plus de 70 entreprises publiques et privées activant dans divers domaines tels que l'agro-alimentaire, les produits pharmaceutiques, les produits alimentaires, la réalisation des engins agricoles et d'autres activités locales susceptibles d'accéder aux marchés africain, arabe et européen. À ce titre, le directeur général de la régulation et des activités au ministère du Commerce et de la Promotion des exportations, Kolli Samy, a souligné l'importance d'organiser une telle manifestation qui permettra aux opérateurs de se rencontrer et d'échanger leurs expériences et éventuellement nouer des partenariats afin d'exporter leurs produits. "Un tel salon montre l'intérêt accordé par les pouvoirs publics à promouvoir les exportations des produits nationaux hors hydrocarbures. Pour cette année, les exportations ont

engrangé plus de 5 milliards USD pour atteindre avant la fin de cet exercice les 7 milliards USD", a-t-il précisé. Le même responsable a indiqué que tous les mécanismes sont mis en place par les pouvoirs publics pour encourager les producteurs nationaux à aller à la conquête des marchés étrangers. Il s'est également félicité de la décision de la Banque nationale d'Algérie et de la Banque extérieure d'Algérie d'ouvrir des représentations à l'étranger

pour faciliter et lever toutes les entraves auxquelles font face les opérations d'exportation. Cette 2^e édition de ce salon englobe des activités diverses d'opérateurs de seize wilayas de l'Ouest du pays activant dans divers domaines tels que l'agroalimentaire, la téléphonie, les produits alimentaires et autres ainsi que des activités ayant trait à la pêche, à la menuiserie, à l'industrie pharmaceutique et autres créneaux.

R. E.

SALON « SECURA NORTH-AFRICA »

La DGPC partage son expérience à la 4^e édition d'Alger

La Direction générale de la Protection civile a annoncé, hier à travers un communiqué, sa participation à la 4^e édition du Salon International de la sûreté, du feu et de l'urgence en Afrique du Nord (Secura North-Africa) du 22 au 24 novembre en cours. Au cours de sa participation, la Protection civile exposera sa contribution et expérience dans le domaine de l'établissement des règles de prévention et la sécurité industrielle dans les installations industrielles et le renforcement de la culture préventive et aussi la stratégie adoptée relative au plan d'intervention à pré-

visé le communiqué de la DGPC ajoutant qu'à l'occasion de cette manifestation, des officiers spécialisés de la Protection civile animeront des conférences sur la prévention contre les risques au profit des professionnels et porteurs de projets. Le communiqué a tenu à rappeler que les services de la DGPC effectuent le contrôle des normes de prévention et de sécurité et accompagnent les porteurs de projets en leur facilitant la tâche afin d'assurer des investissements durables répondant à toutes les conditions de prévention et de sécurité. Cette 4^e Édition qui se déroule

au palais des expositions des pins maritimes (SAFEX) pavillon union au long de 3 jours a pour but de rassembler au même endroit tous les acteurs et professionnels du secteur de la sécurité industrielle et commerciale, de la sécurité des travailleurs, de la lutte contre l'incendie et des urgences. Et représente une plateforme parfaite pour bénéficier d'une grande visibilité sur un marché dynamique et suivre les conférences techniques ainsi permettre de découvrir les dernières innovations et élargir le réseau professionnel.

M. Seghilani

DÉFIS SÉCURITAIRES DANS LA RÉGION

Pour parler entre l'Algérie et le Soudan

L'Algérie, pays pivot dans la région et disposant d'une aura internationale en matière de lutte contre le terrorisme et les fléaux d'insécurité, ainsi que son expertise dans le rétablissement de la paix, ne cesse d'être consulté au regard du capital expérience qu'il a cumulé durant ces trois dernières décennies.



Ph: DR

En effet, le Soudan, à l'instar d'autres pays africains, n'a pas échappé aux faits d'insécurité qui ont ébranlé la région. Et chacun y va de sa propre expérience et des moyens, généralement rudimentaires, dont il dispose, pour faire face au terrorisme et les fléaux de criminalité organisée. D'où la nécessité de conjuguer les efforts, aussi bien au niveau régional que sur tout le continent, pour une sécurité de tous dans le cadre des intérêts communs.

C'est dans ce cadre que s'est tenue, hier à Alger, une réunion entre les Armées algérienne et soudanaise, représentées respectivement par le général d'armée Saïd Chengriha, chef d'état-major de l'armée nationale populaire et le général d'armée Mohammed Othman El-Houssein, chef d'état-major des Forces armées soudanaises. Ce dernier était en effet en visite en Algérie à la tête d'une importante délégation militaire, indique le ministère de la Défense nationale dans un communiqué. Le chef de l'Armée soudanaise a été reçu par son homologue algérien

Saïd Chengriha, lors d'une audience qui s'est déroulée au siège de l'état-major de l'ANP. Lors de cette rencontre, rapporte le communiqué du MDN, à laquelle ont pris part le secrétaire général du ministère de la Défense nationale, les commandants de Forces, les chefs de départements et des directeurs centraux de l'état-major de l'ANP et du ministère de la Défense nationale, ainsi que l'ambassadrice du Soudan à Alger et les membres de la délégation militaire soudanaise, les deux parties ont abordé « le contexte sécuritaire régional, où ils ont souligné la nécessité de la conjugaison des efforts, pour relever les défis sécuritaires et explorer les voies et moyens, à même de renforcer les relations de coopération entre les deux pays », ajoutant que les deux parties ont également échangé "les points de vue sur les questions d'intérêt commun ».

À cette occasion, Saïd Chengriha a prononcé une allocution dans laquelle il a, tout d'abord, souhaité la bienvenue à la délégation hôte, en

soulignant que cette visite « constituera, sans nul doute, une occasion pour les deux parties d'échanger les points de vue sur la situation prévalant sur la scène internationale en général et en Afrique en particulier ». « Tout d'abord, permettez-moi de vous souhaiter, ainsi qu'à la délégation qui vous accompagne, la bienvenue au siège de l'état-major de l'Armée l'ANP, en espérant que votre visite en Algérie sera sanctionnée de résultats profitables pour le processus de coopération, de même que pour les relations de fraternité qui lient les Forces armées de nos deux pays », a-t-il dit, ajoutant que cette visite « nous permettra, à l'évidence, d'échanger les points de vue sur la situation prévalant sur la scène internationale en général et en Afrique en particulier ».

Le général d'Armée a exprimé sa volonté à « œuvrer ensemble à la consolidation des relations historiques qui lient les deux pays frères, notamment à travers la relance des activités de coopération, à même de répondre aux

exigences du contexte régional actuel et de relever les défis sécuritaires communs ». « Je tiens à vous assurer de notre volonté d'œuvrer ensemble dans le sens de la consolidation des relations historiques qui lient les deux pays frères, notamment à travers la relance des activités de coopération, à même de répondre aux exigences du contexte régional actuel et de relever les défis sécuritaires communs auxquels nous faisons face », a-t-il affirmé.

« De même, je suis convaincu que l'échange régulier des visites et la multiplication des contacts entre les Forces armées de nos pays respectifs permettront de définir les domaines de coopération bilatérale, en leur conférant la densité et la portée escomptées ». Au terme de cette rencontre, conclut la même source, les deux parties ont échangé des présents symboliques, avant que le général d'Armée Mohammed Othman El-Houssein ne signe le livre d'or de l'état-major de l'ANP.

F. Guellil

ACCIDENTS DE LA ROUTE

44 morts et 1358 blessés en une semaine

Quarante-quatre personnes sont décédées et 1358 autres ont été blessées dans 1110 accidents de la circulation, survenus à travers différentes régions du pays durant la période du 13 au 19 novembre, indique hier un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya de Bordj Badji Mokhtar où 16 personnes sont décédées et 03 autres blessées dans un accident de la circulation, précise la même source. Les équipes de la Protection civile ont procédé, durant la même période, à l'extinction de 873 incendies urbains, industriels et autres, les plus importants ayant été déployés dans les wilayas d'Alger avec 117 incendies, Blida (76) et Tizi Ouzou (42). Elles ont également effectué 5347 interventions pour le sauvetage de 316 personnes en situation de danger et l'exécution de 4694 opérations diverses d'assistance.

R. S.

INTOXICATION AU MONOXYDE DE CARBONE

Une famille de neuf personnes sauvée in extremis

L'unité secondaire de la Protection civile de la wilaya de Tébessa est intervenue, hier, pour secourir une famille, ainsi « sauvée de justesse » d'une intoxication au gaz de monoxyde de carbone, selon un post sur sa page Facebook officielle. Les services de la Protection civile ont expliqué être intervenus pour secourir et transporter à l'hôpital ambulance une famille intoxiquée au monoxyde de carbone émis par leur chauffage dans la commune de Chréa, selon la même source, précisant que la famille était composée de 9 personnes âgées de 15 entre 71 ans et lesquelles souffrant de nausées et de vertiges. Les victimes ont été ensuite transférées à l'hôpital.

L.Zeggane

MME KRIKOU ENCENSE LES ÉCOLES DES CADETS DE LA NATION

« De véritables leviers pour la formation de la jeunesse »

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Kaoutar Krikou, a affirmé, que les Ecoles des cadets de la Nation « constituent de véritables leviers pour la formation d'une jeunesse capable de renforcer les capacités et le professionnalisme de l'Armée nationale populaire et de contribuer à l'édification nationale », lors de sa rencontre avec les élèves de l'Ecole des cadets de la Nation "Chahid Hamdani Adda, dit Si Othmane" d'Oran, l'Ecole des cadets de la capitale de l'ouest du pays a ouvert ses portes, pour rappel, en septembre 2009, et a connu une opération de rénovation et d'agrandissement de ses structures pédagogiques en 2018, ce qui lui a permis d'augmenter sa capacité d'accueil de 600 à 1.200 places péda-

gogiques. Elle a également été renforcée par des équipements pédagogiques et de laboratoires développés. S'exprimant à l'occasion de la Journée internationale des droits de l'enfant, coïncidant avec le 20 novembre de chaque année, elle a dit être fière de la formation de « haut niveau, distinguée et qualitative » dont bénéficient les élèves de l'Ecole des cadets de la Nation, dignes héritiers de l'Ecole des cadets de la Révolution, dans tous les domaines, grâce à la qualité de l'élément humain recruté et aux moyens pédagogiques mis en œuvre dans ce cadre. Mme Krikou a aussi salué, à cette occasion, les efforts honorables déployés par le Commandement Suprême des Forces Armées dans le domaine de la formation et de la fourniture d'une

éducation pédagogique et paramilitaire au profit de l'éducation d'une génération de haute qualité scientifique pour rejoindre ses différentes structures au service de l'Algérie, empreintes d'un esprit de responsabilité et de patriotisme, adhérant aux principes du 1er novembre 1954. Pour sa part, le commandant de l'Ecole des cadets de la Nation, le Colonel Iziane Djelloul, a indiqué que l'établissement était un repère du savoir et un noyau pour les cadres de demain. Il n'a ajouté que cette visite, qui coïncide avec la célébration de la Journée internationale des droits de l'enfant, « permet de prendre connaissance de la disponibilité des outils pédagogiques nécessaires et des conditions appropriées pour nos élèves. Vous allez sans aucun doute découvrir une

source pure qui fournit à l'ANP une élite de futurs cadres ». L'officier supérieur a rappelé que « les résultats remarquables obtenus par les cadettes de la Nation marque la consolidation de la place importante que la femme algérienne occupe dans notre société. Elles continueront avec détermination à hisser la bannière du défi et à travailler sans relâche pour obtenir le meilleur pour notre pays ». Par ailleurs, « la ministre a visité les différentes structures pédagogiques dont dispose l'Ecole, à l'instar de trois groupements pédagogiques, le groupement des laboratoires, deux salles d'activités et de conférences, une bibliothèque, des installations sportives et des structures d'hébergement pour les élèves ».

L.Z.

L'heure du renouveau a sonné

Depuis l'échec des Verts dans les qualifications à la Coupe du monde 2022, beaucoup de voix se sont élevées pour réclamer le renouvellement de l'effectif des Verts. Même le sélectionneur national, Djamel Belmadi, qui a mis tout le monde en haleine avant de décider de poursuivre sa mission, a reconnu de la nécessité d'injecter un sang neuf à un groupe qui semble arriver au bout de l'effort.



Phs: DR

Mais voilà que les regroupements et les matchs se suivent sans qu'on n'y voit rien venir. Face à la Suède par exemple, l'équipe nationale a évolué avec le même onze ou presque qui a joué la CAN-2019, au moment où le finaliste malheureux de cette même CAN, à savoir, le Sénégal, est allé au Qatar pour disputer le Mondial avec pas moins de 16 joueurs n'ayant pas vécu cette épreuve continentale perdue contre l'Algérie.

La défaite sans gloire des Verts contre la Suède semble cette fois-ci sonner le glas à certains joueurs de l'équipe nationale. Selon nos informations, Belmadi lui-même n'a pas été tendre avec ses poulains dans le vestiaire à l'issue de la rencontre. Il a même fus-

tigé certains d'entre eux en déplorant leur baisse de régime. Même dans sa conférence de presse qui a suivi la même partie, il a sévèrement critiqué Bensebaïni et Touba.

En tout cas, tout indique que le début du changement aura lieu en mars prochain. Dans toutes ses dernières déclarations, Belmadi s'est réjoui de l'arrivée imminente de certains nouveaux bi-nationaux pour renforcer les rangs des Fennecs. En d'autres termes, Belmadi se projette sur l'avenir et reconnaît que l'équipe aura besoin de sang neuf. Au vu de la prestation de Bensebaïni, l'arrivée d'Aït-Nouri est primordiale. «C'est un latéral très offensif qui vous apporte des situations, tout comme Atal. Son profil est vraiment très intéressant. Il fait

partie des éléments en nette progression», dira le sélectionneur national qui pense aussi à Houssam Aouar pour garnir le milieu.

D'ailleurs, José Mourinho fait le forcing pour l'accueillir à l'AS Rome cet hiver. Il faut savoir que la situation contractuelle du futur Vert encourage plusieurs clubs européens à s'intéresser à lui, en plus de ses qualités techniques. Le Betis Séville, Nottingham Forest ou encore Benfica Lisbonne sont sur les rangs pour le recruter, mais le profil du milieu de terrain lyonnais plait énormément à José Mourinho, l'entraîneur de l'AS Rome. Selon la presse italienne, le technicien portugais recherche un milieu de terrain pour le mois de janvier et il a porté son choix sur Aouar.

INJECTER DU SANG NEUF, UNE OBLIGATION

Outre les deux joueurs, le coach national a déjà révélé que la révélation de la Ligue 1 de France cette saison, Fares Chaïbi, a déjà tranché sur son avenir international en optant pour la sélection algérienne. Le milieu offensif de Toulouse est d'ailleurs attendu avec les Fennecs dès le mois de mars prochain.

Le processus de reconstruction de l'équipe nationale devra ainsi passer à la vitesse supérieure dès mars prochain. Certains éléments, faisant partie du groupe de Belmadi depuis quelques temps, sont bien partis aussi pour faire partie de ce processus.

Mohamed Amine Tougaï, qui même sans jouer a marqué des points samedi soir. Ahmed Touba, malgré ses erreurs face à la Suède a montré un énorme potentiel pour peu qu'on lui fasse confiance, ou encore Mohamed Amine Amoura, qui malgré son physique contraignant a pu rivaliser avec les athlétiques scandinaves grâce à sa vitesse, sa technique et son abattage.

Tous ces joueurs, peuvent apporter du sang neuf à un groupe en début de décomposition. Belmadi a davantage de recherche et de prospection, à même de trouver des alternatives crédibles qui réduiraient au moins la zone de confort de ces éléments.

Tout comme il lui faudrait s'armer de résolution pour faire de même avec les noms vrombissants de l'avant-garde, devenus trop encombrants de par leur rendement trop peu consistant.

Les arrivées du défenseur latéral gauche de Wolverhampton, Rayan Aït Nouri et du milieu de terrain de l'Olympique Lyonnais, Houssam Aouar, du milieu de terrain offensif, Farès Chaïbi, sont les bienvenus.

Le come-back de Baghdad Bounedjah est très important aussi, selon les observateurs. Il n'est jamais trop tard pour bien faire.

Hakim S.

IL DEVRAIT ÊTRE PRÊTÉ EN JANVIER

Temps dur pour Yacine Adli au Milan AC

Depuis un bon bout de temps, on évoque de plus en plus l'arrivée de Yacine Adli en sélection algérienne. On laisse même entendre que le joueur a déjà entamé les démarches visant le changement de sa nationalité sportive, puisqu'il a déjà porté le maillot des sélections de France des jeunes catégories.

Néanmoins, la situation du joueur de 22 ans en club n'est pas du tout reluisante. Recruté par l'AC Milan lors de l'été 2021, il a été laissé à la disposition de son club Bordeaux à titre de prêt. Il n'a ainsi rejoint les champions d'Italie en titre que lors de l'été dernier.

Et même si Adli a participé à pratiquement tous les matchs amicaux d'intersaison, il n'a pas réussi à convaincre son entraîneur. La preuve, il n'a pas été retenu dans la liste des Milanais concernés par la Ligue des champions d'Europe, alors que son temps de jeu en championnat de Série A est très limité.

Face à cette situation, tous les indices montrent que l'an-



cienn parisien ne va pas faire long feu à Milan. Il est d'ailleurs pressenti, selon la presse spécialisée italienne, à quitter les rangs des "Rosoneri" dès le prochain mercato hivernal.

Selon les mêmes sources, le départ du milieu de terrain franco-algérien ne sera pas définitif, puisque les Milanais comptent le prêter pour gagner en compétition et surtout s'habituer au rythme de la Série A. Si cela venait de se

produire, Adli pourrait bien se relancer, et surtout donner l'occasion à l'entraîneur national, Djamel Belmadi, de lui faire appel dès mars prochain.

Après 15 journées de championnat en Italie, Adli a fait quatre apparitions seulement, dont trois en tant que remplaçant. La nécessité de changer d'air se fait sentir pour ce joueur pour ne pas connaître le même sort de son compatriote, Adam Ounas avec Naples.

H. S.

BOUIRA. LOGEMENT SOCIAL

201 unités distribuées à Lakhdaria

Les services de la wilaya de Bouira continuent l'opération de distribution de logements sociaux de type (LPL) logements promotionnels locatifs, à travers plusieurs communes.

Hier, c'était le tour de la commune de Lakhdaria, sise à une quarantaine de kilomètres au nord-ouest de la wilaya où une liste de 201 heureux bénéficiaires a été rendue publique.

Cette liste provisoire des bénéficiaires des logements sociaux a été affichée à travers plusieurs endroits sur le territoire de la commune à la première heure de la journée. La commission de la wilaya de recours s'est préparée, de son côté, pour recevoir les recours des malheureux demandeurs qui se sentent lésés. Plusieurs cadres et autres



agents de la wilaya ont été réquisitionnés pour recevoir les recours. Ce qu'il convient de souligner est que les actions de protestations qui suivent chaque opération de distribution et affichages des listes pro-

visaires comptent désormais du passé. Hier, aucun incident n'a été enregistré après l'affichage en question, et cela a été aussi enregistré lors de la distribution des logements de ce type à travers plusieurs autres localités de

la wilaya. Par ailleurs, les services de la daïra, en collaboration avec ceux de l'APC de Lakhdaria, ont informé à travers les pages Facebook, ainsi qu'un large affichage sur les lieux publics que les malheureux demandeurs de ces logements qui se sentent lésés ont une durée de huit jours pour déposer leurs recours auprès de la commission de recours de la wilaya. Il importe de rappeler en outre que la wilaya de Bouira s'appête à distribuer pas moins de 8000 logements tous types confondus avant la fin de l'année en cours. L'information a été donnée par le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Belaribi, samedi dernier à la faveur d'une visite de travail et d'inspection de son secteur dans la wilaya de Bouira. En attendant que d'autres communes suivent, il faut noter que la distribution de logements sociaux dans la Daïra de Lakhdaria s'est déroulée dans le calme et la sérénité.

Omar Soualah

CONSTANTINE. SALON DE L'ARTISANAT

Affluence sur les produits de maroquinerie traditionnelle

Les stands exposant les produits de maroquinerie traditionnelle au Salon national de l'artisanat et des métiers clôturé lundi-après midi à Constantine, ont enregistré une grande affluence des visiteurs, venus nombreux apprécier la finesse de ce type d'artisanat. Cette manifestation commerciale, tenue à l'occasion de la célébration de la Journée nationale de l'artisan (9 novembre de chaque année) a connu, depuis son ouverture, un engouement pour ce genre de produits auprès des femmes et des hommes de différentes communes de la wilaya. Des chaussures, des sacs, des portemonnaies et des couffins entre autres fabriqués de façon artisanale à base de cuir traditionnel, ont particulièrement suscité l'intérêt des visiteurs de ce salon, organisé au centre-ville, à l'initiative de la chambre de l'artisanat

et des métiers (CAM). Interrogé par l'APS, Youcef Boulaâcheb, artisan de la wilaya de Jijel, qui exerce ce métier avec son frère depuis plus de dix ans, dans son atelier dans la commune de Sidi Abdelaziz, déplore, la cherté de la matière première à l'instar du cuir traditionnel, qui parfois se fait rare. "Nous sommes contraints de nous déplacer jusqu'à Alger et dans d'autres villes éloignées pour acquérir cette matière", a-t-il dit, précisant que "ces frais supplémentaires se répercutent sur les prix de nos produits". D'autres artisans participants ont ajouté que la sellerie pourrait se développer davantage en Algérie à travers la mise en place des programmes d'aides visant à faciliter l'acquisition de la matière première et des équipements, tout en contribuant à orienter les jeunes vers ce métier afin d'en assurer sa

pérennité, créer des postes d'emploi et réduire le taux du chômage. "L'échange d'expériences et des connaissances entre les professionnels de ce métier artisanal à travers l'organisation de manifestations culturelles et artistiques, a pour objectif primordial d'améliorer et promouvoir la qualité du produit", a déclaré à l'APS le directeur de la CAM de la wilaya de Constantine, Ali Rais. Il a par ailleurs souligné que l'opération de commercialisation des produits artisanaux exposés, toutes spécialités confondues, à l'image de la dinanderie, la vannerie et la poterie, a connu un succès. Il est à signaler que plus de 30.000 personnes ont visité ce salon national, organisé en étroite collaboration avec la direction du tourisme et de l'artisanat (DTA), soit une moyenne évaluée entre 2000 et 2500 visiteurs par jour.

MOSTAGANEM. SALON NATIONAL DES PRODUITS D'ÉCLAIRAGE

Ouverture de la première édition

La première édition du Salon national des produits d'éclairage a été lancée, lundi à Mostaganem, avec la participation d'une quarantaine d'exposants venus de plusieurs wilayas. Le wali de Mostaganem, Aïssa Boulahia, accompagné de représentants des ministères de l'intérieur, des collectivités territoriales, de l'urbanisme, de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique, de l'environnement et des énergies renouvelables, et du responsable du groupe d'industries électriques algérien, Djillani Koubibi Bachir, a inauguré cette manifestation, qui se tient en parallèle du premier colloque national sur l'efficacité énergétique de l'éclairage public, qui dure deux jours. Des industriels spécialisés dans le domaine de l'éclairage, des laboratoires et des bureaux d'études publics et privés agréés, ainsi que d'autres organismes et institutions liés à la filière des industries électriques, prennent part à ce salon organi-

sé par le groupe algérien d'industries électriques. Lors de cet événement économique, plusieurs ateliers sont prévus. Ils porteront entre autres sur "le cadre juridique de l'éclairage public", "l'énergie renouvelable dans les communes", "l'éclairage public dans la ville intelligente", "l'éclairage domestique et éclairage des entreprises", "la mise en service et la maintenance de l'éclairage public", ont indiqué les organisateurs. Au cours de ces ateliers, qui réunissent des professionnels, seront aussi abordés la question des équipements d'éclairage public, leur installation, leur contrôle, l'adéquation de leur qualité, la formation, l'agrément, l'hygiène et la sécurité environnementale, ainsi que les missions des bureaux d'études dans ce domaine.

Les organisateurs ont souligné que ce salon se veut une contribution au programme national de transition énergétique visant à rationaliser et maîtriser les consommations. Il

est prévu que cet événement donnera lieu à des recommandations visant à améliorer l'efficacité énergétique en tant que priorité nationale et à passer à une utilisation intelligente et économique des ressources,

tout en garantissant la sécurité et la santé des citoyens, en préservant l'environnement et en tenant compte des engagements internationaux liés à la réduction du réchauffement climatique, a-t-on conclu.

BOUIRA. TIKJDA

Les premiers flocons de neige drainent un nombre important de visiteurs

Les premiers flocons de neige ont recouvert depuis samedi les hauteurs de la station climatique de Tikjda, au nord-est de Bouira, drainant un nombre important de visiteurs en quête de détente et de loisirs. En ce début de la saison froide, a-t-on constaté. Plusieurs véhicules de touristes et de visiteurs, en provenance de Bouira ainsi que de quelques wilayas limitrophes, ont afflué lundi vers Tikjda en empruntant la route nationale N 33 menant de Bouira vers ce site, via Haizer. "Il y a un important afflux de visiteurs depuis ce week-end. Des familles ont réservé des chambres d'hôtel pour passer des moments de détente ici à Tikjda notamment avec l'arrivée de la neige", a indiqué à l'APS le chargé de communication du Centre national des sports et loisirs de Tikjda (CNSLT), Khaled Djellal. Bien que les quantités de neige enregistrées jusqu'ici sur les sommets de la station climatique de Tikjda ainsi que sur les hauteurs du Djurdjura, ne soient pas importantes, beaucoup de citoyens ont décidé de s'y rendre pour admirer les paysages immaculés que leur offrent la poudreuse et la nature. Les visiteurs, dont quelques familles, sont contraints d'aller jusqu'au sommet surplombant le CNSLT pour pouvoir profiter de la neige. "Ce sont les premiers flocons de neige, j'espère que la poudreuse sera plus généreuse cette année pour passer un bon hiver à Tikjda", a indiqué Smail, un jeune touriste venu d'Ath Mansour (Est de Bouira). Par ailleurs, les services de la Protection civile ont mis en garde contre toute mauvaise aventure des visiteurs sur les hauteurs de Tikjda en ces moments de froid, tout en les informant que la route nationale N 15 reliant Bouira à Tizi-Ouzou, est bloquée par la neige au niveau du col de Tirourda.

SÉTIF. DJEMILA

Workshop pour les accompagnateurs des jeunes entrepreneurs

Les accompagnateurs des jeunes entrepreneurs de Djemila (50 km au nord-est du chef-lieu de wilaya de Sétif) se sont regroupés lundi à l'auberge de jeunesse de cette ville pour un workshop placé sous le slogan "La jeunesse innovatrice et inventive, moteur de l'économie gagnante". Le président de l'association locale "Insaf" (Équité), Adel Bourguazène, a déclaré, en marge de l'ouverture de cette rencontre qui durera jusqu'au jeudi prochain, à l'initiative d'Insaf, en coordination avec la direction de la jeunesse (DJS) et des sports et l'Office des établissements de la jeunesse (ODEJ), que ce workshop regroupe 28 participants, dont 15 cadres de l'ODEJ et 13 jeunes sociétaires d'Insaf, impliqués dans la création d'entreprises. Il indiqué que les participants suivront pendant ce stage d'entraînement bloqué de quatre jours, des cours théoriques en deux volets, dont le premier porte sur l'entrepreneuriat selon une approche pédagogique générale, animé par l'expert international Hocine Boukabous venu d'Alger. Cette rencontre vise à renforcer les capacités des participants, en matière d'accompagnement et de soutien aux jeunes désireux d'entreprendre, et à leur inculquer les connaissances indispensables dans la création et la gestion d'entreprises. Selon M. Bourguazène, d'autres manifestations seront organisées à l'avenir dans ce contexte, pour porter à la connaissance des jeunes les opportunités et les encouragements favorisant la création d'entreprises. De son côté, le directeur de l'ODEJ de la wilaya de Sétif, Nacer Fadli, a indiqué à l'APS que cette rencontre de formation vise à vulgariser l'entrepreneuriat en milieu de jeunes et à élaborer un plan de travail pour mettre en œuvre le projet, la connaissance des démarches et des procédures à suivre et les techniques et les moyens d'accompagnement. Il a souligné que l'organisation de cette session d'entraînement s'inscrit dans le cadre de la stratégie du ministère de la jeunesse et des sports et intervient en application d'une convention signée entre l'association Insaf et l'ODEJ.

NUCLÉAIRE

L'Iran commence à enrichir l'uranium à 60% dans l'usine de Fordo

L'Iran a commencé à produire de l'uranium enrichi à 60% dans son usine de Fordo, dans une nouvelle entorse à ses engagements pris devant les grandes puissances et en riposte à une résolution critique adoptée par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

Ce seuil de 60% annoncé mardi dépasse largement celui de 3,67% fixé par l'accord de 2015 entre Téhéran et les Occidentaux sur le programme nucléaire iranien, visant à empêcher l'Iran de se doter de l'arme atomique. Un uranium enrichi à 90% est nécessaire pour produire une bombe atomique. "L'Iran a commencé la production d'uranium enrichi à 60% pour la première fois à Fordo", en réponse à une résolution de l'AIEA, a indiqué l'agence de presse Isna. Cette usine souterraine située à 180 kilomètres au sud de Téhéran avait été remise en service en 2019 et récemment modifiée en vue d'obtenir une meilleure efficacité. Le pacte de 2015, connu sous son acronyme anglais JCPOA, offre à l'Iran un allègement des sanctions internationales en échange de garanties permettant d'assurer que Téhéran ne se dotera pas de l'arme atomique, un objectif que la République islamique a toujours nié poursuivre. Mais à la suite du retrait des Etats-Unis du JCPOA en 2018, sous l'impulsion de Donald Trump, et du rétablissement des sanctions américaines qui étouffent son économie, Téhéran s'est progressivement affranchi de ses obligations. Principale mesure de ce désengagement, Téhéran avait enclenché en janvier 2021 le processus destiné à produire de l'uranium enrichi à 20% dans l'usine de Fordo. Puis en avril 2021, l'Iran avait annoncé avoir commencé à produire de l'uranium enrichi à 60% dans le site de Natanz (centre), se rapprochant du seuil des 90%. Dimanche, l'Iran a annoncé avoir pris des mesures de rétorsion contre l'AIEA à la suite d'une résolution critiquant le manque



de coopération de Téhéran, présentée par les Etats-Unis et trois pays européens (Royaume-Uni, France et Allemagne). Cette résolution votée jeudi dernier par le Conseil des gouverneurs de l'agence onusienne est la deuxième cette année, après celle de juin. La Russie et la Chine avaient voté contre. Le motif de discordance à l'origine des deux résolutions est le même: l'absence de réponses "techniquement crédibles" de Téhéran concernant des traces d'uranium enrichi retrouvées sur trois sites non déclarés. Téhéran réclame en effet une clôture de l'enquête de l'AIEA pour parvenir à un compromis avec ses interlocuteurs directs (Allemagne, France, Grande-Bretagne, Chine et Russie), tandis que les Etats-Unis y participent indirectement.

"DEUXIÈME ACTION"

Le dossier des sites non déclarés est un des principaux points sur lesquels butent les négociations démarrées en avril 2021 à Vienne pour ranimer l'accord de 2015. Après des signaux positifs en août, les pourparlers sont désormais au point mort. Selon un communiqué de la diplomatie iranienne, la mise en œuvre des mesures en réponse à la résolution a été réalisée dimanche "en présence d'inspecteurs de

l'AIEA" dans les sites de Natanz et de Fordo. "Dans une deuxième action en réponse à la résolution, l'Iran a injecté du gaz dans deux autres cascades IR-2m et IR-4 sur le site de Natanz", a ajouté mardi Isna. Dans un rapport consulté par l'AFP en novembre, l'AIEA fait état de stocks d'uranium enrichi accumulés de 3.673,7 kgs à la date du 22 octobre, un total inférieur de 267,2 kgs comparé au mois d'août mais bien supérieur au plafond de 202,8 kilos auquel la République islamique s'était engagée en 2015. Surtout, l'Iran enrichit toujours plus à des niveaux élevés, loin de la limite fixée à 3,67%: il dispose ainsi de 386,4 kgs à 20% (contre 331,9 kgs auparavant) et de 62,3 kgs à 60% (contre 55,6 kgs). Cette montée en puissance se produit en outre alors que l'AIEA est confrontée à une nette restriction de ses inspections. Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Nasser Kanani, a évoqué lundi la probabilité d'annuler la visite prévue par une délégation de l'AIEA en Iran. Une reprise du dialogue semble d'autant plus difficile que l'Iran est secouré par une contestation populaire depuis la mort le 16 septembre d'une jeune femme de 22 ans, Mahsa Amini, décédée après son arrestation par la police des mœurs.

INDONÉSIE

Le bilan du séisme relevé à 268 morts

Le bilan d'un séisme sur l'île indonésienne de Java s'est alourdi mardi à 268 morts et plusieurs centaines de blessés, les secours multipliant les efforts pour retrouver des survivants dans les décombres. L'épicentre du tremblement de terre de magnitude 5,6 qui a frappé lundi la province de Java occidentale, la plus peuplée de cet archipel d'Asie du Sud-Est, était situé près de la ville de Cianjur. Le séisme a fait 268 morts, selon un dernier bilan annoncé par Suharyanto, le chef de l'agence nationale de gestion des catastrophes au cours d'une conférence de presse. "Notre priorité est la recherche et l'évacuation des victimes", a souligné le responsable faisant état de 151 disparus. Il s'agit du bilan le plus meurtrier pour un séisme en Indonésie depuis 2018. Les victimes

ont péri dans l'effondrement de bâtiments, mais aussi dans des éboulements déclenchés par les secousses qui ont frappé cette région très vallonnée. Le président indonésien Joko Widodo a promis des compensations lors d'une visite sur les lieux, demandant aux équipes de secours "de mobiliser leur personnel" pour permettre avant tout l'évacuation des victimes.

Des images de drone montrent l'étendue des dommages causés par le séisme: des bulldozers tentent de dégager une route après qu'un pan entier de colline de terre brune s'est effondré. Les secours essaient de se frayer un chemin parmi les débris et les arbres tombés pour atteindre des zones où des habitants seraient pris au piège, explique à l'AFP Dimas Reviansyah, un sauveteur de 34 ans qui s'acti-

ve aux côtés de dizaines d'autres. "Je n'ai pas dormi du tout depuis hier (lundi) mais je dois continuer parce qu'il y a des victimes qui n'ont pas été retrouvées", déclare-t-il. Parmi les victimes figurent notamment des étudiants d'un pensionnat islamique ou encore des habitants tués à leur domicile par la chute du toit ou des murs.

"La pièce s'est effondrée et mes jambes ont été ensevelies sous les décombres. Tout est arrivé si vite", a raconté à l'AFP Aprizal Mulyadi, 14 ans, extirpé et mis en sécurité par l'un de ses amis qui a, par la suite, perdu la vie. Les recherches sont rendues plus difficile par les routes bloquées et les coupures d'électricité dans cette région rurale où les maisons sont faites tout à la fois de bois et de béton. Plus de 2.000 habitations ont subi des dégâts.

MALI

L'armée neutralise 6 terroristes dans le centre du pays

L'Armée malienne a indiqué, lundi dans un communiqué, avoir neutralisé 6 "terroristes", à Tôgôfô-bali dans le cercle de Niono, région de Ségou dans le centre du Mali. L'armée a expliqué que "sur la base de renseignements signalant la présence des groupes armés terroristes dans la localité de Tôgôfô-bali, un détachement du groupement tactique interarmes (GTIA1) Kêlétigui basé à Sokolo a été dépêché, le dimanche 20 novembre 2022 pour une mission d'opportunité". "Après le ratissage, les Forces armées maliennes (FAMA) ne déplorent ni blessés, ni perte en vie humaine ou dégâts matériels", a souligné le document, précisant que "six (06) terroristes ont été neutralisés, un véhicule de combat récemment enlevé lors de l'attaque d'un poste de commandement FAMA récupéré".

YÉMEN

Une nouvelle attaque du port d'Al-Dhaba stoppe l'exportation de pétrole

Une nouvelle attaque du mouvement Ansarullah (Houthis) contre le port d'Al-Dhaba dans le gouvernorat d'Hadramout, dans l'est du Yémen, a mis fin, lundi, à l'exportation de pétrole brut, rapportent des médias citant des responsables. Un responsable local du gouvernorat d'Hadramout, cité par des médias, a déclaré que "l'attaque a causé des dommages matériels au port, mis fin à l'exportation d'une cargaison d'environ deux millions de barils de pétrole brut et qu'aucune perte humaine n'a eu lieu". Il a ajouté que des équipes techniques travaillaient pour réparer les dégâts du port et que le gouvernement prenait de nouvelles dispositions pour sécuriser le port face aux attaques des Houthis. Les autorités locales de l'Hadramout ont annoncé la fermeture d'une route internationale adjacente au port d'Al-Dhaba jusqu'à nouvel ordre pour des "raisons sécuritaires". Plus tôt lundi, le ministère yéménite du Pétrole et des Minéraux a déclaré, dans un communiqué, que les houthis ont mené "une nouvelle opération de sabotage qui a ciblé le port pétrolier d'Al-Dhaba alors qu'un navire commercial était en port", selon des médias. Le gouvernement a déclaré, dans un communiqué, que les attaques continues du groupe Houthi contre le pétrole et les installations économiques sont "une escalade dangereuse qui exacerbera la situation humanitaire et menacera l'approvisionnement énergétique, la sécurité de la navigation et le commerce international". Hadramout est l'un des gouvernorats riches en pétrole et de nombreuses compagnies pétrolières y opèrent.

IRAK

Cinq morts et 40 blessés dans une nouvelle explosion de gaz domestique

Cinq personnes ont été tuées et 40 blessées en Irak dans un incendie provoqué par l'explosion d'une cuve de carburant dans des dortoirs étudiants, ont annoncé mardi les autorités. Après ce nouvel accident tard lundi soir dans la ville de Dohouk au Kurdistan (nord), les autorités de cette région ont annoncé interdire l'usage des cuves de gaz de pétrole liquéfié (GPL) à des fins domestiques, en raison "des explosions qui se sont produites dans plusieurs régions". L'incendie a touché un immeuble abritant une boulangerie et des logements étudiants à Dohouk. Cinq personnes ont été tuées et 40 blessées, a indiqué le gouverneur Ali Tater, précisant qu'une "fuite de gaz" était à l'origine du drame. Installée sur le toit du bâtiment, la cuve de gaz de pétrole liquéfié (GPL) alimentait le four de la boulangerie au rez-de-chaussée, a-t-il précisé. "Le gaz a fuité, parvenant aux chambres des étudiants, la police est arrivée pour les évacuer, malheureusement à ce moment une explosion s'est produite."

EL HADJ M'HAMED EL ANKA

Une institution musicale

La scène musicale nationale lui doit le chaâbi contemporain, le mandole, une interprétation atypique et des succès qui raisonnent encore chez plusieurs générations de chanteurs et musiciens. El Hadj M'hamed El Anka, précurseur de la chanson chaâbi et enseignant de musique, aura enrichi sensiblement le répertoire du patrimoine musical algérien.



PH. DR.

L'Algérie qui célèbre cette année le soixantenaire du recouvrement de la souveraineté nationale, lui doit aussi l'hymne populaire à l'indépendance, le fameux "Hamdoulillah mabqach istiimar fi bladna", une œuvre que le "Cardinal" avait écrite et composée alors que l'affranchissement du joug colonial se profilait à l'horizon, pour la chanter la première fois le 3 juillet 1962. Cette illustre personnalité de l'art algérien, disparue le 23 novembre 1978, aura été l'initiateur du genre chaâbi mais aussi de toute une classe d'interprètes du genre, se réclamant de la "Ankaouia", et de plusieurs générations de musiciens qu'il a formés au Conservatoire municipal d'Alger.

En se lançant dans cette aventure du chaâbi, El Hadj M'hamed El Anka avait poussé sa volonté de se démarquer des orchestres de musique andalouse jusqu'à introduire de nombreux instruments comme le banjo et le piano, mais aussi jusqu'à "affirmer sa personnalité" en concevant un instrument dont "le son résonnerait, autant que sa propre voix, pour être entendu au-delà des maisons de la Casbah", affirmait Kamel Ferdjallah, professeur de musique et élève d'El Anka. La création du mandole, le Cardinal l'avait évoquée dans un entretien avec l'écrivain Kateb Yacine, où il affirmait avoir "réalisé le plan de cet instrument en 1935, et l'avoir remis au luthier de Bab El Oued, Jean Bélido", également professeur de musique.

Dans ce même entretien, il évoque plus longuement sa collaboration et sa relation avec Hadj Mrizek et ses histoires avec ses nombreux élèves dont Hadj Menouar (1913-1971), qu'il qualifie comme "un de mes meilleurs", Khelifa Belkacem (1907-1951), Omar Mekraza (1924-1986) ou encore Hsissen, Ahcène Larbi Benameur de son vrai nom (1929-1959).

Natif de la Casbah d'Alger en 1907, Mohamed Idir Halou de son vrai nom, a suivi une scolarité à l'école coranique à la Casbah et à l'école coloniale Brahim-Fateh. Il a très jeune choisi la voie de la musique dans un environnement propice à la création et à l'apprentissage auprès de figures comme Mustapha Nador et Mohamed Ayad, dit K hioudji.

Après la disparition de Mustapha Nador en 1926, le jeune M'hamed le remplace pour l'animation des fêtes familiales et commence à se démarquer de la musique andalouse. Cette touche de fraîcheur va le conduire à enregistrer de nombreux disques, puis à chanter et enregistrer des œuvres en Tamazight de 1929 à 1931, et à diriger le premier orchestre de musique populaire de la Radio, qui allait devenir à partir de 1946 "orchestre chaâbi" grâce au concours de Boudali Safir. En 1955, l'interprète emblématique de "Sobhane Allah Ya Ltif", sur un texte du regretté Mustapha Toumi, fait son entrée au Conservatoire municipal d'Alger en qualité de professeur chargé de l'enseignement du chaâbi, une aventure qui va donner naissance à un orchestre conduit par Mohamed Ferkioui.

Des disques, des élèves et une voie artistique pour la postérité. Durant une carrière de plus de 60 ans voués à la musique, accompagné de musiciens d'exception à l'exemple de Mustapha Skandrani, Ali Debbah dit Alilou, Abdelghani Belkaïd ou encore Mohamed Seghir Aouali, El Hadj M'hamed El Anka aura légué au répertoire algérien pas moins de 360 qcid et quelques 130 disques. L'illustre interprète de qcid comme "El Meknassia", "El

Baz" et "Ouelfi Meriem", aura également accompagné toutes les célébrations du recouvrement de l'indépendance depuis 60 ans avec "El Hamdoulillah mabqach istiimar fi bladna" et laissé son empreinte dans d'innombrables fêtes familiales qu'il a animées lui-même ou ses nombreux élèves. Abdelkader Chercham, Rachid Souki, Ahmed Bernaoui, Rachid Berkani ou encore Robert Castel sont autant d'élèves formés dans les années 1950 qui se retrouveront autour de son fils, El Hadi, lors de l'aventure "El Gusto", un orchestre recomposé qui ira en tournée mondiale promouvoir le chaâbi. Le chercheur et spécialiste du patrimoine musical algérien Abdelkader Bendameche, a confié à l'APS que "si le chaâbi m'était conté, j'aurais certainement élevé un piédestal à l'effigie de Cheikh M'hamed El Anka sans hésitation, car avec sa personnalité, son charisme, son audace artistique et sa dextérité instrumentale sur le mandole, il a inscrit son nom en lettres d'or sur le fronton de l'histoire musicale algérienne".

Le commissaire du Festival national de la chanson chaâbi a également estimé que l'apport du Cardinal à la création de cet instrument qu'est le mandole, et la refonte de ce genre musical ancestral ont fait de lui le "bâtitteur de la chanson chaâbi qui fait notre fierté".

Après une longue carrière qui prendra fin en 1977, El Hadj M'hamed El Anka a fait part du profond respect qu'il vouait à l'art en déclarant au célèbre écrivain Kateb Yacine: "l'art c'est la vie et on ne peut estimer la vie (...) l'art n'est pas un paravent pour se cacher le visage et tendre la main".

FESTIVAL NATIONAL DE LA PRODUCTION THÉÂTRALE FÉMININE D'ANNABA

Un acquis pour la culture et la créativité

La relance du festival national de la production théâtrale féminine d'Annaba prévue du 20 au 27 novembre courant après plusieurs années d'interruption constitue "un acquis pour la culture et la créativité féminine", a affirmé lundi la commissaire de cette manifestation culturelle l'artiste Lynda Selam. Animant une conférence de presse, tenue au théâtre régional Azzedine Medjoubi dans le cadre des préparatifs pour cette 5ème édition du festival dédiée à la mémoire de la défunte artiste Sonia, de son vrai nom Sakina Mekkiou, Mme Selam a assuré que ce festival a atteint, lors de ces quatre précédentes éditions, un haut niveau sur les plans organisation et artistique et a constitué un acte d'incitation aux créatrices algériennes dans le domaine de l'écriture dramaturgique, la scénographie et la mise en scène. Elle a ajouté que le festival sera également "un heureux rendez-vous pour faire connaître les créations des artistes algériennes dans le domaine du 4ème art avec leurs touches artistiques singulières et distinguées". Le festival national de la production théâtrale féminine verra la participation de six œuvres qui rivaliseront pour les prix du meilleur spectacle, du meilleur texte, de la meilleure mise en scène, de la meilleure interprétation, ainsi que plusieurs autres prix pour la musique, la scénographie et la chorégraphie. L'association culturelle Ithréne Taguerbous de la wilaya de Bouira participera au festival avec la pièce Tinékene en langue amazighe au côté des œuvres des théâtres régionaux et coopératives théâtrales d'Annaba, Sétif, Sidi Bel Abbès et Skikda. La 5ème édition du festival, placée sous l'égide de la ministre de la Culture et des Arts Soraya Mouloudji, s'inscrit dans le cadre de la célébration du soixantenaire de l'indépendance et sera marquée également par la distinction de figures artistiques et de moudjahidate.

DISPARITION

Le chanteur cubain Pablo Milanés tire sa révérence

Le chanteur et compositeur cubain Pablo Milanés est mort mardi à l'âge de 79 ans à Madrid, où il était hospitalisé depuis plusieurs jours, a annoncé son agence artistique. "C'est avec une grande douleur et tristesse que nous avons le regret de vous informer que le maître Pablo Milanés est mort ce matin le 22 novembre à Madrid", a écrit son agence sur la page Facebook officielle du chanteur. "La culture cubaine est en deuil après le décès de Pablo Milanés, a tweeté le Premier ministre cubain, Manuel Marrero Cruz. A l'annonce de sa mort, les réseaux sociaux à Cuba ont été inondés de message d'hommages et de soutien à sa famille, agrémentés de photos et de vidéos de l'artiste. Le chanteur avait été récemment hospitalisé à Madrid. Il souffrait depuis plusieurs années d'une "maladie onco-hématologique" qui l'avait obligé à s'installer en 2017 à Madrid pour "recevoir un traitement qui n'existait pas dans son pays, avait fait savoir son agence artistique le 11 novembre, indiquant alors que son état était "stable". Il avait annulé des concerts prévus en Espagne et en République dominicaine.

BOX-OFFICE NORD-AMÉRICAIN

"Black Panther: Wakanda Forever" règne toujours

Black Panther: Wakanda Forever", la suite du film Marvel afro-futuriste qui avait cartonné en 2018, se hisse encore à la tête du box-office nord-américain ce week-end, avec des recettes qui atteignent 67,3 millions de dollars, selon les chiffres dimanche du cabinet spécialisé Exhibitor Relations. Un chiffre légèrement en deçà des attentes, malgré des recettes totales mondiales qui s'établissent à 546 millions de dollars, selon les revues spécialisées. Dans "Wakanda Forever", le royaume de Wakanda se trouve aux prises avec les puissances mondiales, dont un royaume sous-marin, et lutte pour conserver son autonomie. Loin derrière arrive "Le

Menu", du studio Searchlight avec 9 millions de dollars de recettes pour son premier week-end dans les salles nord-américaines. Dans ce film qui emprunte à la fois au cinéma d'horreur, au film noir et à la comédie grinçante, l'acteur Ralph Fiennes enfle le tablier d'un chef renommé qui élabore un menu complexe, dans un cadre passablement inquiétant, pour quelques "happy few" n'ayant aucune idée de ce qui les attend.

L'une des invitées est jouée par Anna Taylor-Joy, actrice de la série "Le jeu de la dame". En troisième position, le dernier volet de "The Chosen" crée la surprise. Cette saga chrétienne en plusieurs épisodes sur la vie de Jésus, basée sur une série

télévisée à succès financée par une opération de crowdfunding, a enregistré 8,2 millions de recettes. "Au vu des standards des films dramatiques chrétiens, c'est un très bon début", a déclaré David Gross de Franchise Entertainment Research. "Black Adam" de Warner Bros recule de trois places par rapport au week-end dernier et arrive quatrième, avec 4,5 millions de dollars de recettes. Dwayne Johnson joue dans ce film de super-héros dérivé de "Shazam!". La comédie romantique "Ticket To Paradise", dans laquelle Julia Roberts et George Clooney jouent des ex-conjoints qui mettent de côté leurs différends et voyagent jusqu'à Bali pour tenter d'empêcher le

mariage de leur fille, se classe à la cinquième place avec 6,1 millions de dollars de recettes. Le film très médiatisé, "She Said" du studio Universal qui retrace la façon dont les journalistes du New York Times ont enquêté sur les abus sexuels du producteur Harvey Weinstein, prend la sixième place en générant 2,3 millions de recettes, malgré des critiques "excellentes", selon David Gross.

Voici le reste du top 10:

- 7- "Enzo le Croco" (1,9 million)
- 8- "Smile" (1,2 million)
- 9- "Drishyam 2" (1,1 million)
- 10- "Prey for the Devil" (0,9 million)

Les courses en direct



HIPPODROME BAZER SAKHRA - EL EULMA
MERCREDI 23 NOVEMBRE 2022 - PRIX : ZEFZAFI - PS.AR.NEE
DISTANCE : 1 300 M - DOTATION : 350.000 DA - DÉPART : 15H30
TIERCÉ - QUINTÉ

Hanine El Madi, vers la passe de trois

Comme d'habitude l'hippodrome Bazer Sakhra El Eulma nous propose un quinté assez compliqué avec ce prix Zefzafa qui est réservé pour chevaux de trois ans et plus arabe pur né-élevé n'ayant pas totalisé la somme de 201 000 dinars en gains et places depuis avril passé. Logiquement Hanine El Madi, Malik El Hidhab, Nadjat El Mesk et Ja-Nour forment un carré difficile à déloger, puis il y a Falada, Rikhtal El Hidhab, Saman et à un degré moindre El Mordjene.

LES PARTANTS AU CRIBLE

1. EL MORDJENE. Je crains qu'il aura fort à faire ici. Au mieux, il sera coché dans une longue combinaison.

2. ZINE DE CHAILLAC. Il est encore une fois confronté à une tâche difficile. Outsider lointain

3. SAMAN. Ce mâle alezan de 8 ans garde toujours de beaux restes pour se frayer une place. À suivre.

4. DERB EL ABTAL. Ce cheval risque de trouver le parcours assez long pour lui. Outsider assez.

5. MALIK EL HIDHAB. On peut inclure ce cheval parmi les meilleurs du lot. À retenir comme base.

6. RAFIFE. Pas évident. Tâche assez difficile.

7. HANINE EL MADI. Cette jument reste sur deux victoires consécutives sur des distances similaires, elle peut réussir la passe de trois. À suivre.

8. NEDJMA DE DILMI. Elle peut faire partie des prétendants pour la cinquième place. Outsider moyen.

9. ISTIHKAK. Concernant ce cheval, on

PROPRIÉTAIRE	N°	CHEVAUX	JOCKEYS	POIDS	COR	ENTRAÎNEURS
H. GUEROUI	1	EL MORDJENE	A. YAHIAOUI	57	16	PROPRIÉTAIRE
A. BERRAH	2	ZINE DE CHAILLAC	A. LACHI	56	8	PROPRIÉTAIRE
S. ROUICHI	3	SAMAN	S. BENYETTOU	56	14	PROPRIÉTAIRE
M. SEBTI	4	DERB EL ABTAL	AH. CHAABI	55	12	PROPRIÉTAIRE
S. BERRAH	5	MALIK EL HIDHAB	CH. ATTALLAH	55	7	PROPRIÉTAIRE
M. LAMICI	6	RAFIFE (0)	A. KOUAOUCI	55	4	PROPRIÉTAIRE
H. SAFSAF	7	HANINE EL MADI (0)	M. BOUCHAMA	55	10	O. KECHROUD
H. GUEROUI	8	NEDJMA DE DILMI (0)	H. RAACHE	55	2	H. FERHAT
A. AMEUR	9	ISTIHKAK	O. CHEBBAH	55	3	A. CHEBBAH
T. HAMZA	10	JA-NOUR	AB. ATTALLAH	55	15	O. KECHROUD
S. BERRAH	11	RIKHTAL EL HIDHAB	A. HEBRI	54	9	PROPRIÉTAIRE
HARAS EL MESK	12	NAJAT EL MESK	A. HAMIDI	54	6	YS. BADAOU
L. ZAABOUB	13	TF WADHA	B. BERRAH	53	13	PROPRIÉTAIRE
S. BERRAH	14	FAYÇAL D'HEM	JJ : CH. CHAABANE	53	1	PROPRIÉTAIRE
S. BOUREGHDA	15	FALADA	AP : Y. MOUISSI	51	5	PROPRIÉTAIRE
ABH. DEKHTOUCHE	16	SHAMIME	SF. BOUHOUC	50	11	PROPRIÉTAIRE

aura à craindre son entourage qui peut être redoutable dans ce genre de compétition. Méfiance.

10. JA-NOUR. Ce cheval commence à retrouver sa forme initiale. On ne peut l'éliminer définitivement.

11. RIKHTAL EL HIDHAB. Méfiance, ce cheval peut créer la surprise. D'autant qu'il n'est pas dépourvu de moyens.

12. NAJAT EL MESK. Cette transfuge de Tiaret n'est pas là pour faire de la figuration. Elle possède de bonnes références à ce niveau. À suivre.

13. TF WADHA. Cette pouliche préfère moins long, elle peut échouer. Outsider assez lointain.

14. FAYÇAL D'HEM. Ce poulain peut comme beaucoup d'autres décrocher une cinquième place.

15. FALADA. Cette pouliche possède l'étoffe d'une future classique. Elle peut tirer son épingle du jeu. Méfiance.

16. SHAMIME. Rien à voir.

DANS LE CREUX DE L'OREILLE

MON PRONOSTIC

7. HANINE EL MADI - 5. MALIK EL HIDHAB - 12. NADJAT EL MESK - 10. JA-NOUR - 15. FALADA

LES CHANCES

11. RIKHTAL EL HIDHAB - 3. SAMAN

Brevets : nouveaux records dans le monde en 2021

L'activité mondiale de dépôt de demandes de titres de propriété intellectuelle a atteint de nouveaux sommets en 2021 pour les brevets, les marques et les dessins et modèles industriels, témoignant de la résilience de l'écosystème mondial de l'innovation durant la pandémie de Covid-19, a annoncé lundi une institution onusienne basée à Genève. Dans le monde entier, les innovateurs ont déposé quelque 3,4 millions de demandes de brevet en 2021, soit une hausse de 3,6% par rapport à l'année précédente, les offices situés en Asie recevant 67,6% de l'ensemble des demandes mondiales. S'agissant des marques, 18,1 millions de demandes ont été enregistrées au niveau mondial, soit une augmentation de 5,5% par rapport à 2020. Selon l'Organisation mondiale de propriété intellectuelle (OMPI), l'activité en matière de dépôt de demandes d'enregistrement de dessins et modèles industriels a augmenté de 9,2%. La plus forte augmentation du nombre de dessins et modèles était également imputable aux offices situés en Asie. "Les dernières données relatives à la propriété intellectuelle dans le monde font état d'une croissance continue et soutenue des dépôts de demandes de titres de propriété intellectuelle, largement alimentée par les augmentations observées en Asie, tandis que les autres régions enregistrent également une tendance à la hausse", a déclaré le Directeur général de l'OMPI, Daren Tang. En 2021, l'Office de la propriété intellectuelle de la Chine a reçu 1,59 million de demandes de brevet sur les 3,4 millions déposées au niveau mondial. Il s'agit d'un chiffre équivalent au total combiné des 12 autres offices les mieux classés. Suivent les États-Unis d'Amérique (591 473), le Japon (289 200), la République de Corée (237 998) et de l'Office européen des brevets (188 778). Ensemble, ces cinq offices représentaient environ 85% du total mondial. Les offices situés en Asie ont reçu deux tiers (67%) de l'ensemble des demandes déposées dans le monde en 2021.

Saisie de six plaques de cannabis à El-khroub (Constantine)

Six plaques de cannabis ont été saisies ces dernières 48 heures dans la commune de El-khroub relevant de la wilaya de Constantine, ont indiqué lundi les services de sûreté de wilaya. Cette affaire, résolue par les éléments de la brigade de recherche et d'intervention, a permis également l'arrestation d'un trafiquant de drogue âgé de 27 ans, ont précisé les mêmes services détaillant que la quantité de cannabis saisie s'élève à 1,5 kilogramme cachée dans une cave, propriété du trafiquant. Après achèvement de l'enquête l'individu impliqué dans cette affaire sera présenté devant les instances judiciaires sous le chef d'inculpation de "trafic de drogue", a-t-on indiqué de même Source.

Démantèlement d'un groupe criminel spécialisé dans le trafic de drogues à Draria

La brigade de la police judiciaire relevant de la circonscription administrative de Draria a procédé au démantèlement d'un groupe criminel spécialisé dans le trafic de drogues dures et de substances psychotropes, et à la saisie d'armes et d'une quantité importante de stupéfiants, a indiqué, mardi, un communiqué des services de la Sûreté nationale. "Dans le cadre de la lutte contre la criminalité, les services de Sûreté de la wilaya d'Alger, représentés par la brigade de la police judiciaire relevant de la Sûreté de la circonscription administrative de Draria, ont arrêté cinq individus, des repris de justice, âgés entre 20 et 40 ans, impliqués



dans une affaire de constitution d'un groupe criminel spécialisé dans le trafic de drogues dures et de substances psychotropes et détention d'une arme à feu sans autorisation et d'armes

blanches de 5e et 6e catégorie sans justificatif légal", précise le communiqué. Après exécution des mandats de perquisition, l'opération s'est soldée par la saisie de l'arme à feu, de deux harpons, d'une somme

d'argent, d'un montant en devises de 1695 euros, d'un kilogramme de drogues dures, ainsi que des produits et outils servant à leur préparation. Il a été également procédé, dans la même opération, à la saisie de pas moins de 3968 comprimés psychotropes, de 103 grammes de cannabis, de 32 armes blanches prohibées de 6e catégorie, de fumigènes, de deux véhicules utilitaires, ainsi que d'un motorcycle servant au transport et à la distribution de ces matières toxiques. Après parachèvement des formalités légales, les mis en cause ont été présentés devant les juridictions territorialement compétentes, conclut le communiqué.

Saisie de plus de 10 000 litres d'huile d'olive frelatée à Batna



Plus de 10 000 litres d'huile d'olive contrefaite ont été saisis suite à des descentes effectuées au niveau de trois ateliers secrets où l'huile de table au prix soutenu était mêlée à l'huile d'olive dans la commune d'Ouled Sellam dans la wilaya de Batna, a-t-on appris lundi auprès des services de la Direction de wilaya du commerce et de promotion des exportations. La même source a indiqué à l'APS que l'opération menée en coordination avec la brigade de Gendarmerie nationale de la daïra de Ras Layoun est venue suite à des informations confirmées obtenues par l'inspection territoriale du commerce de N'gaous et relatives aux activités dans des ateliers d'huile d'olive frelatée. La même source a ajouté qu'un plan de descente a été élaboré permettant la découverte d'un dépôt où 211 bidons pleins de cinq litres d'huile de table et 1 566 autres vides de diverses marques ont été stockés. Il a été procédé à la saisie des quantités d'huiles y compris celles frelatées destinées à être écoulées sur le marché comme étant de l'huile d'olive pure, a ajouté la même source, avant de souligner que les mesures légales ont été prises à l'encontre des contrevenants.

44 morts et 1358 blessés sur les routes en une semaine

Quarante-quatre (44) personnes sont décédées et 1358 autres ont été blessées dans 1110 accidents de la circulation, survenus à travers différentes régions du pays durant la période du 13 au 19 novembre, indique mardi un

bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya de Bordj Badji Mokhtar où 16 personnes sont décédées et 03 autres blessées dans un (01) accident de la circulation, précise la même source. Les équipes de la Protection civile ont procédé, durant la même période, à l'extinction de 873 incendies urbains, industriels et autres, les plus importants ayant été déployés dans les wilayas d'Alger avec 117



incendies, Blida (76) et Tizi-Ouzou (42). Elles ont également effectué 5347 interventions pour le sauveta-

ge de 316 personnes en situation de danger et l'exécution de 4694 opérations diverses d'assistance.

États-Unis : une voiture fonce sur un magasin Apple, faisant un mort et 16 blessés

Une voiture a foncé lundi sur la vitrine d'un magasin Apple en périphérie de Boston, aux États-Unis, faisant au moins un mort et 16 blessés, ont indiqué les autorités américaines. "Un SUV de couleur foncée s'est élançé à une vitesse non déterminée sur la vitrine et a blessé de nombreuses personnes", a indiqué le procureur du comté de Plymouth, Tim Cruz, lors d'une conférence de presse quelques heures après l'incident. "L'enquête est ouverte et en cours", a-t-il ajouté, les autorités n'ayant pas encore déterminé si l'acte était intentionnel ou non. Le véhicule a foncé sur le magasin, "blessant et prenant au piège plusieurs personnes à l'intérieur", avaient indiqué les pompiers sur Twitter. Des images diffusées sur une chaîne locale d'ABC montraient un trou béant dans la vitrine de la boutique et des personnes évacuées du lieu sur des civières. Les blessés ont été transportés dans un hôpital situé à environ 5 km du magasin, a déclaré à des médias une porte-parole de l'hôpital.

MISE AUX POINGS

« Cette Coupe du monde est vraiment spéciale pour moi. Ce sera sûrement mon dernier Mondial, ma dernière opportunité d'atteindre ce grand rêve que l'on a tous »

Lionel Messi, international argentin



Le Courrier
d'Algérie

Quotidien national d'information
Édité par l'Eurl Millénum Presse

Siège social :

Maison de la presse Kouba - Alger
R.C. : N° 01 B 00 151 30

Compte bancaire :

BNA Zirout Youcef N° 300 101 600

Directeur de la publication-gérant :

Ahmed TOUMIAT

Administration-publicité :

Tél. / Fax. : 023 70 94 27

Rédaction :

Tél. : 023 70 94 35

023 70 94 22

023 70 94 30

023 70 94 31

Fax. : 023 70 94 26

Composition :

PAO Le Courrier d'Algérie

Publicité-ANEP :

1, Avenue Pasteur-Alger

Tél. : 021 73 76 78

Fax : 021 73 95 59

Impression :

- Centre : SIA

- Est : SIE

- Ouest : SIO

Diffusion : M.P. Diffusion

Nos bureaux régionaux

Tizi Ouzou :

3, Rue Capitaine Si Abdellah, immeuble Belhocine

Tél. / Fax. : 026 20 20 66

Oran :

6, avenue Khedim Mustapha

Tél. / Fax. : 041 39 45 73

Bouira :

Rue Gherbi Guemraoui - Immeuble Kheerouf - Bouira.

Tél. / Fax. : 026 94 20 76

Les manuscrits, photographies ou tout autre document adressés à la rédaction ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation

Le Courrier d'Algérie informe ses lecteurs du changement de ses adresses électroniques et leur communique les nouvelles : lecourrierdalgérie@yahoo.fr redaction_courrier@yahoo.fr

EN RIPOSTE À UNE DÉCISION DE PARIS

Le Mali interdit les ONG liées à la France

Le gouvernement malien confirme sa démarche de recomposition de ses relations extérieures, qui ont été longtemps marquées par une dépendance néocoloniale outrancière vis-à-vis de la France.

Les autorités maliennes viennent de décider l'interdiction de toute activité aux organisations non gouvernementales (ONG) financées par la France. Il y a quelques jours, le ministère français des Affaires étrangères a annoncé une décision qui prête à rire : la France suspend son aide publique au développement à destination du Mali, mais maintient néanmoins son «aide humanitaire» et quelques soutiens à «des organisations de la société civile maliennes» (ce sont les médias français qui présentent ainsi l'information). «Cette décision de la France rentre dans le cadre des nouvelles orientations stratégiques du président Emmanuel Macron», a commenté un journal français. En réaction, le Mali a répondu du tac au tac en interdisant l'activité de toutes les ONG que le gouvernement français comptait continuer à soutenir et à financer, y compris celles qui se couvrent du prétexte de l'aide humanitaire. Russia Today rapporte que dans un texte, signé de la main du Premier ministre par intérim et porte-parole du gouvernement, le colonel Abdoulaye Maïga, Bamako a dénoncé les «motifs fallacieux de la coopération militaire Mali-Russie» Selon l'agence chinoise Xinhua French, qualifiant de «fantaisistes» et de sans «aucun fondement» ces accusations, le Mali juge que «l'annonce de la junte française» (en référence au terme employé par la France pour qualifier les autorités de transition maliennes) de suspendre son aide est un «non-événement». C'est d'autant plus vrai, dit-il, que «depuis février 2022, la France a notifié par voie diplomatique la suspension de sa coopération au développement en faveur du Mali». Pour Bamako, il s'agit d'une tentative de la France «de déstabilisation et d'isolement du Mali». Pour rappel, la Fran-



Ph. : DR

Abdoulaye Maïga, Premier ministre malien

ce a annoncé le 17 février dernier le retrait du Mali des forces Barkhane et Takuba après que Bamako ait dénoncé le traité et les accords de défense avec Paris. Auparavant, le 31 janvier dernier, le gouvernement malien avait notifié à l'ambassadeur de France, Joël Meyer, qu'il avait 72 heures pour quitter le territoire national. Depuis que l'armée a pris le pouvoir au Mali le 18 août 2020, les relations entre Bamako et Paris n'ont pas cessé de se détériorer. En fait, il y a eu une cascade de remises en question par plusieurs pays africains de leurs relations avec la France, ancienne puissance coloniale. Une manifestation contre la présence française au Burkina Faso a visé, vendredi dernier, l'ambassade de France à Ouagadougou et la base militaire de l'armée française de Kambois. Des médias français évoquent le départ de ses forces spéciales du Burkina Faso envisagé par la France. Par ailleurs, d'après Reuters le président malien vient de promulguer une loi portant création d'une compagnie minière nationale. Dénommée Société de recherche et d'exploitation minière du Mali, elle aura pour objectif le développement de nouvelles mines dans le pays, dans le but d'accroître les revenus des ressources minérales. Le

gouvernement a ordonné cette année un audit des mines d'or, principale ressource exploitée dans le pays. Les autorités maliennes veulent accroître les recettes de l'État.

UN AFRICAÏN NOMMÉ POUR LA RCA

La tendance à laisser les Africains régler eux-mêmes leurs problèmes se poursuit. Le Secrétaire général des Nations unies Antonio Guterres, a nommé, lundi, le malien Mohamed Ag Ayoya, Représentant spécial adjoint pour la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) et Coordonnateur résident pour la République centrafricaine. Ayoya officiera également en tant que Coordonnateur de l'action humanitaire pour ce pays. Le diplomate malien succède à Mme Denise Brown, du Canada. Il est visiblement mieux placé pour apporter son aide à la République centrafricaine. Il a une connaissance approfondie des affaires humanitaires, en particulier des urgences complexes et des questions de protection de l'enfance sur le terrain.

M'hamed Rebah

SELON L'OCDE

L'économie mondiale devrait ralentir en 2023

L'économie mondiale devrait éviter une récession l'an prochain, mais la grave crise énergétique va conduire à un net ralentissement, l'Europe étant la région la plus durement touchée, a indiqué, hier, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Selon la même source, la croissance de l'économie mondiale sera de 3,1% en 2022 et baissera à 2,2% l'an prochain, avant de rebondir à 2,7% en 2024. Ajoutant, «la croissance est en berne, l'inflation élevée est persistante, la confiance s'est érodée et l'incertitude est élevée», soulignant que, «L'économie mondiale subit sa plus grave crise énergétique depuis les années 1970», d'après l'économiste en chef par intérim de l'OCDE, Alvaro Santos Pereira. «Le choc énergétique a amené l'inflation à des niveaux inédits depuis plusieurs décennies et fait baisser la croissance partout à travers le monde», poursuit l'économiste. La hausse des prix devrait atteindre 8% en moyenne cette année dans les pays du G20, qui regroupe les principales économies de la planète, avant de retomber à 5,5% en 2023 et 2024, selon les projections de l'organisation. M. Santos Pereira explique que «le scénario le plus probable envisagé par l'OCDE n'est pas une récession mondiale, mais un ralentissement de l'économie mondiale en 2023, ainsi qu'une inflation toujours élevée, mais déclinante dans de nombreux pays». Pour venir à bout de la crise l'OCDE, une organisation qui regroupe 38 Etats, les pays développés et quelques émergents, prône «une poursuite du resserrement de la politique monétaire pour combattre l'inflation» tout en estimant que «le soutien budgétaire doit devenir plus ciblé et temporaire». Accélérer l'investissement pour «adopter et développer des sources d'énergie et des technologies propres sera crucial pour diversifier l'offre et assurer la sécurité énergétique», affirme encore l'économiste.

L. Zeggane

FMI

La France appelée à assainir ses finances

Le Fonds monétaire international (FMI) a appelé la France à assainir ses finances à partir de l'an prochain, après des mesures temporaires prises par les autorités du pays, pour faire face à la crise énergétique.

Après avoir déboursé des milliards d'euros pour soulager les entreprises et les ménages de la crise énergétique, la France doit commencer dès l'an prochain à assainir ses finances, a affirmé Jeffrey Franks, chef de mission du FMI pour la France, lors d'un point de presse à Paris. Les mesures du gouvernement français, notamment le gel des prix de l'électricité et du gaz, des chèques énergétiques, des remises sur les prix du carburant, le soutien financier aux entreprises, lui ont coûté des milliards d'euros d'augmentations de dépenses publiques depuis un an, évaluées par le FMI à plus de 2% de son PIB. Les initiatives du gouvernement ont permis de contenir le taux d'inflation «deux à trois points» en dessous du niveau qu'il aurait atteint sans mesures d'aide, a indiqué Jeffrey Franks, cité par des médias français et étrangers. Le FMI a mis en garde néanmoins, lundi, contre une détérioration prévisible du ratio d'endettement public sur le moyen terme contribuant à creuser l'écart entre la France et les autres pays européens, et recommande au gouvernement la réduction des dépenses courantes, en menant des réformes structurelles et en engageant une rationalisation des dépenses fiscales ou de la fonction publique, a rapporté le journal économique les Echos.

R. E.

SOUS-RIRE

Lors du 18^e sommet de la francophonie qui a eu lieu en Tunisie
Macron déplore : « Au maghreb , on parle moins français » .

